

60 millions de F_{cfa}

à gagner au BANKO mardi 9 octobre

Prix 400 F Cfa
N° 2784

Lundi 08 octobre 2018

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

http://lequotidienlejour.info
Tél.: 222 04 01 85

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Présidentielle 2018

Premières leçons du scrutin

- La situation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.
- Reportage dans les divers coins du pays.
- Informations sur les dépouillements dans les bureaux de vote. Pp. 2-5



Fécafoot : l'Ag prévue le 10 octobre 2018

P. 11

A la veille de l'élection

Les supermarchés pris d'assaut

P.6



NEW
ARRIVAL

ESPACE LANDMARK

Votre rentrée à mini prix et maxi qualité

SPECIAL
ARRIVAGE

Et le shopping continue...





Sept morts à Bamenda

Nord-Ouest. Des présumés sécessionnistes ont été abattus, alors qu'ils tentaient de s'opposer au bon déroulement du scrutin.

Selon nos sources, au moins sept sécessionnistes présumés ont été tués dans la ville de Bamenda, lors du scrutin d'hier. Vers 6h30, deux d'entre eux, dont un certain « Genesis », présenté comme le chef d'un groupe indépendantiste armé, ont été abattus au rond-point de l'hôpital régional, par une patrouille de l'armée, en possession d'une arme artisanale, de trois boîtes de chargeurs garnies entre autres. Ils tiraient en l'air pour effrayer les populations qui voulaient aller voter. Les cinq autres l'ont été à Mile 19, sur la route de Bali, alors qu'ils avaient barricadé la voie et empêchaient le passage des votants. Pour empêcher le vote d'avoir lieu, les leaders ambazoniens ont organisé durant toute la nuit de samedi à dimanche des séries de tirs sporadiques à l'arme, ce à quoi les forces de défense et de sécurité ont également répondu, comme à leur habitude. Ils avaient promis la guerre, le jour du scrutin.

Dans une région devenue globalement inaccessible, Bamenda ressemblait hier à une ville assiégée. Des éléments armés des forces ont été déployés dans les rues et les alentours des centres de vote. Selon

un cadre de la délégation régionale d'Elecam, environ 600.000 électeurs devaient initialement aller au vote, dans 2343 bureaux de vote. Ils ont été finalement orientés vers 79 centres de vote à travers la région dont 13 à Bamenda, malgré l'appel au boycott et à la ville morte. Pour l'essentiel, la population, peureuse, est restée terrée dans les domiciles. L'insécurité ambiante a provoqué l'abstention de nombreux citoyens, qui voulaient bien participer au choix du président de la république. Ceux qui voulaient voter devaient parcourir des distances considérables pour mettre un bulletin dans l'urne, exercice auquel peu de courageux ont souscrit. Malgré les assurances du ministre de la Communication, Issa Bakary Tchiroma, selon lesquelles « une large majorité des habitants » de la région était prête à aller voter, de nombreux chrétiens se sont cloîtrés chez eux, après les offices religieux. « Les conditions de sécurité sont peut-être réunies, mais les cas de confusion d'ennemi sont légion depuis le début de cette crise », assure un enseignant, qui a refusé d'aller voter. En effet, à Ndop, chef-lieu du département du Ngoketunjia, on

rappelle qu'un jeune séminariste a été tué de trois balles dans la nuque par des soldats qui ont débarqué après la messe, il y a trois jours.

Par contre, Ni John Fru Ndi, le leader du Sdf a voté à l'école publique du Gmi. Idem pour le Premier ministre, Philemon Yang. Tôt dans la matinée, à Bafut, dans la périphérie de Bamenda, des assaillants non identifiés ont tenté d'incendier un bureau de vote avant d'être repoussés. La veille à Santa, ville limitrophe de l'Ouest francophone, à 15km de Bamenda, d'autres s'en sont pris à la résidence privée de l'ancien Premier ministre, Simon Achidi Achu. Pour la première fois dans l'histoire postindépendance du Cameroun, l'insécurité a empêché tous les candidats de faire campagne dans les régions anglophones. Le gouvernement, qui avait assuré que le scrutin se déroulerait sur l'ensemble du territoire dans la plus grande sérénité, n'a pas pu assurer la mobilité des candidats, y compris le sien. Surtout que la plupart des habitants ont préféré fuir le chaudron, avant l'élection.

Franklin Kamtche

Le convoi du sous-préfet de Buea attaqué

Présidentielle 2018. Les membres des bureaux de vote ont été escortés par les militaires qui ont sécurisé les lieux pendant le scrutin dimanche 07 octobre 2018.

Le convoi du sous-préfet de Buea a été attaqué dimanche 07 octobre 2018, jour d'élection présidentielle au Cameroun. Selon des témoins, le cortège de Paul Wokam a été pris d'assaut par des hommes armés jusqu'ici non identifiés, alors que l'autorité administrative effectuait une tournée pour s'assurer du bon déroulement du scrutin dans le chef-lieu de la région du Sud-ouest. L'attaque est survenue peu avant 9h à Muea, une localité située à quelques kilomètres de Ekona. Une voiture de la So-

ciété de presse et d'édition du Cameroun (Sopacam) a également été prise dans le champ des tirs. Le véhicule qui présente quatre impacts de balles a également eu un pneu crevé, apprend-on. Le chauffeur qui se trouvait seul dans le véhicule n'a pas été atteint.

Aucune information n'a filtré sur l'état du sous-préfet. On sait tout juste que l'autorité administrative n'a pas été aperçue dans la délégation du gouverneur, Bernard Okalia Bilaï, lorsque celui-ci accomplissait son devoir civique à la Cour d'Appel, aux environs de 11h. Des habitants

de Buea ont indiqué au Jour que des bureaux de vote sont restés déserts dimanche 07 octobre 2018. «L'atmosphère est timide. Le matériel est arrivé après 9h dans des bureaux de vote. Les bureaux de vote sont déserts. Les gens ont peur», a fait savoir un électeur. Le Jour a en outre appris que les membres des bureaux de vote ont été escortés dans les différents centres de vote par les militaires. Les hommes en tenue sont restés en faction pour sécuriser les lieux.

Mathias Mouendé Ngamo

Les déplacés n'ont pas voté

Ouest. Les électeurs réfugiés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dans les zones d'accueils n'ont pas pu exercer leur droit de vote hier

La voix des déplacés internes n'a pas compté sur le choix du futur président du Cameroun. Cartes d'électeurs et d'identité en main, les déplacés internes régulièrement inscrits sur les listes électorales ont fait le tour de plusieurs bureaux de vote en vain. A Mbouda, ces hommes et femmes n'ont pas manqué de revendiquer leur droit de vote. Au centre multifonctionnel des jeunes, lieu de vote, Paul Sonkoué inscrit dans bureau de Mile 16 à Buea se trouve buter quand il se présente. Chose qui le pousse à croire que sa nationalité reste hypothéquée. « Je suis à mon troisième bureau depuis le matin. Je suis allé à Balessing. Le bureau de ce bureau m'a envoyé dans un autre lieu de vote. Là-bas, ils n'ont dit d'al-

ler plutôt à l'arrondissement. Ici à Penka-Michel, on me dit de rentrer à Small Ekombe où je suis inscrite afin de voter. Je me demande s'il y a plus camerounais que les autres. Pourtant, on nous chante chaque jour que partout où nous nous trouvons, nous sommes camerounais. Voilà la preuve que nous sommes divisés. Avec la crise qui sévit dans les deux régions, comment pouvons-nous rentrer là-bas voter. Maintenant, nous voulons que la paix revienne afin que nous rentrons dans nos résidences », se demande Rachel Mafo Diffouo, réfugiée à Balessing.

Cette non participation des déplacés internes vivants actuellement dans les départements des Bamboutos et de la Menoua au scrutin, n'a pas em-

pêché les militants du Mrc à porter leur choix sur leur candidats malgré les intimidations des élites politiques du Rdpc avec la contribution de certaines autorités traditionnelles. A Penka-Michel comme à Dschang, les représentants du candidat Maurice Kamto ont répondu présent dans les différents bureaux de vote malgré les propositions d'achat de consciences de ces derniers par certains responsables politiques de l'opposition. Avec le contexte sociopolitique actuel au Cameroun, les différents électeurs ayant pris part au scrutin ont dit leur volonté de voir la paix revenir au pays d'où le choix objectif porté sur leur candidat.

Aurélien Kanouo

98 885 inscrits appelés aux urnes à Bonabéri

Présidentielle 2018. Les candidats du Purs et du Mcnc, comptaient parmi les électeurs appelés à accomplir leur devoir citoyen à Douala 4ème dimanche 07 octobre.



Bonabéri, le 07 octobre 2018. Le candidat Ndifor Afanwi accomplit son devoir citoyen au lycée bilingue.

l'antenne Election Cameroun (Elecam) de Douala 4ème, les équipes s'activent pour acheminer les derniers équipements dans les centres de vote de l'arrondissement qui en totale 41 pour 98 885 inscrits. Il est bientôt 8h. Dibasso Ndumbe, le chef d'antenne communal, n'a pas une minute de répit. A une centaine de mètre du bureau Elecam, le centre de vote de l'école publique de Bonabéri a reçu les premiers visiteurs peu après l'ouverture des bureaux. Le premier votant du bureau C, David Dibongue Kingue, a introduit son bulletin dans l'urne à 8h09. «Je pense que l'élection est mieux organisée cette année. J'aimerais que ça continue ainsi jusqu'à 18h. Je veux la paix », a indiqué le votant après avoir accompli son devoir citoyen.

Serge Espoir Matomba, le candidat investi par le Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), se présente dans son centre de vote de l'école publique de Bonamatombe à 10h04. Le premier secrétaire du Purs vêtue en ensemble veste salve les policiers en faction. Il fait le tour des quatre bureaux de vote pour s'enquérir du déroulement du scrutin. Il est accompagné de quelques membres de son état major. Serge Espoir Matomba se dirige ensuite vers le bureau de vote C. Il vérifie son nom sur les listes. Il figure au numéro 239. Le candidat se dirige vers un banc où sont disposés les neufs bulletins de vote, puis se rend à l'isoloir. Son enveloppe touche

le fond de l'urne à 10h15. «Je suis fier d'avoir exercé mon devoir de citoyen, d'avoir participé à la construction du Cameroun. Dans l'isoloir nous sommes face à notre destin. Le devoir citoyen que je viens de poser est un devoir d'engagement, de détermination. Je voudrais avoir un autre Cameroun. Je ne voudrais plus lamenter sur les manquements de nos dirigeants. Je voudrais être celui-là qui, au bout de quelques années, les Camerounais retiendront qu'il a apporté un changement», note-t-il.

Représentants absents

Le candidat du Purs a décrié les « rumeurs » et la « mauvaise information » qui ont circulé la veille, faisant état d'une coalition entre son parti et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). «Nous sommes dans un pays démocratique. C'est dommage que les rumeurs et les fakenews puissent prendre le dessus. Ce qui s'est passé c'était dans l'objectif de déstabiliser l'électorat de Serge Espoir Matomba. Il n'a jamais été question d'argent entre moi et Kamto. Nous avons parlé de deux points. Il était question de poursuivre les échanges», a relevé le candidat du Purs. Dans le centre de vote de l'école publique de Bonamatombe où Serge Espoir a accompli son devoir civique, les représentants de son parti politique sont absents. Seuls ceux du Rdpc, du Sdf, du Mrc, du

parti Univers et du Mcnc du pasteur Ndifor sont présents.

Fakenews

Le candidat du Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcnc) s'est quant à lui présenté à l'entrée du centre de vote du lycée bilingue de Bonabéri (1922 inscrits) à 11h33, à bord d'une voiture Hummer. Il est accompagné par sa garde rapprochée qui le conduit jusqu'au bureau de vote E. Frankline Ndifor Afanwi, le numéro 206 sur la liste, a exercé son devoir citoyen à 11h35. «Je sens la joie de la victoire montée en moi. J'invite tout le monde à voter. Il y a des signes visibles de changement cette année », a fait savoir le candidat. Il milite en outre pour la paix en période post électorale au Cameroun. A 12h02 min, 89 votants avaient déjà été enregistrés dans le bureau de vote E.

Le retard du matériel a été décrié dans certains bureaux de vote comme à l'école publique de Bonamatombe. L'absence de scrutateurs et de représentants de partis politiques tels l'Add, l'Udc, le Purs et le parti Univers a en outre été observé. Une information faisant état de l'absence des bulletins du Mrc au centre de l'école privée Le Djione qui a circulé sur internet en mi-journée a été présentée comme un Fakenews par Séverin Nken, le président du bureau de vote K (bureau incriminé) et Jean-Jules Kamla, le représentant du Mrc.

Mathias Mouendé Ngamo

Kamto tire le penalty à Etoudi

Vote. C'est au Complexe scolaire bilingue Pi and Ju, que le candidat du Mrc a accompli son devoir civique.

Maurice Kamto était très attendu. De nombreux électeurs et de médias nationaux et internationaux présents dans la grande cours du Complexe scolaire bilingue Pi and Ju hier 7 octobre en dit long. « Je suis ici depuis 10 heures », nous informe un journaliste d'Equinoxe télévision. C'est à 12 heures que le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun franchit le seuil du portail de cet établissement scolaire. Son arrivée a bousculé le calme appa-

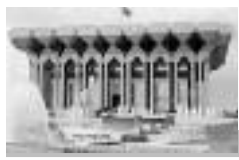
rent qui y régnait. Camerons et appareils photos en mains, personne ne voulait rater ce moment historique. Au regard de la détermination des uns et des autres, chacun se hâtait à immortaliser ces instants.

Carte d'électeur en main, le tireur de penalty s'est dirigé vers le bureau B afin d'exercer son devoir. Sur le babillard où sont affichés les noms, les pré-noms et le numéro des électeurs, il faut aller au numéro 233/329 pour voir le nom de Maurice Kamto. Accompagné

de son épouse, il a introduit son bulletin dans l'urne sous les flashes des appareils photos. Certains électeurs sont restés admirer l'homme dont l'ambition est de faire « renaitre » le Cameroun. C'est à 12h-16 minutes qu'il est reparti laissant derrière lui des petits groupes d'électeurs en plein échange autour de l'élection.

Le centre de vote Complexe scolaire bilingue Pi and Ju, situé au quartier Etoudi, avait 6 bureaux de vote.

Solière Champlain Paka



Les bureaux de vote hors des casernes

Yaoundé 1er. Les sapeurs-pompiers et les policiers ont accompli leurs devoirs civiques respectivement au Centre culturel camerounais et à Matamfen secondaire.

La question du retrait des bureaux de vote des casernes militaires a fait débats ces derniers mois. Face à la pression de la société civile et des partis politiques de l'opposition, Elecram a plié l'échine. Certains policiers n'étaient pas encore au fait de cette mesure. « La dernière fois j'ai voté à la délégation de la sûreté nationale. On m'informe ce matin que c'est désormais au Collège Matamfen secondaire », explique un policier en civil. Contrairement à lui, les éléments du corps des Sapeurs-pompiers étaient bien informés. Le bureau de vote « Etat major sapeurs-pompiers », logé au Centre culturel camerounais, voyait ses 303 électeurs arriver en groupe et parfois dans les véhicules. « On a décidé de

nous retirer où nous votions avant. Tout se passe bien jusqu'ici. J'espère que ce sera le cas jusqu'à la fin du processus », souhaite un cadre de ce corps.

Le vote est un devoir citoyen que chacun doit accomplir. Ce 7 octobre, jour d'élection présidentielle au Cameroun, les rues de l'arrondissement de Yaoundé 1er grouillaient de monde. Carte électorale en main, les uns et les autres se dirigeaient fièrement vers leurs différents bureaux de vote afin de choisir le futur président de la République. D'Olembe, Messassi en passant par Mballa II et Nlongkak, la phrase prononcée par les électeurs était la même : « C'est un plaisir de prendre part à l'élection présidentielle ». Le Jour a tout de même relevé

des éclats de voix au bureau de vote E de l'Hôpital de district d'Olembe. Après avoir fait son choix dans l'isoloir, un électeur a déchiré les autres bulletins avant de les jeter dans la poubelle. Ce geste n'a pas été apprécié par une responsable de ce bureau. Elle a levé le ton ce qui a irrité l'électeur en question : « A quoi sert donc la poubelle ? On doit déchirer. J'ai déchiré pour le mal ». Dans la cours de ce district, c'est le mot d'ordre lancé par certains électeurs venus en groupe. En le faisant, « on limite la fraude », susurrent-ils.

« Halte à la fraude »

D'autres ont pris l'initiative de rester jusqu'à la fin du vote afin de participer au dépouillement.

« Ma voix ne doit pas changer de destinataire. Celui qui aura la malicieuse idée de la détourner m'aura sur son chemin », prévient Blaise Nakep après son vote au Collège la Gaité. C'est d'ailleurs devant les bureaux de vote que certains récupéraient leurs cartes électorales. Il fallait par la suite scruter les différentes listes afin d'identifier son nom assorti du numéro. Le nom du futur président de la République sera dévoilé dans 15 jours selon l'article 137 du Code électoral : « Le Conseil constitutionnel arrête et proclame les résultats de l'élection présidentielle dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de clôture du scrutin ».

Solière Champlain Paka

Soupçons de fraude à Bastos

Polémique. Dans le centre où a voté Paul Biya, un président de bureau est accusé d'avoir bourré l'urne.

Une chaude dispute a éclaté dans le bureau de vote baptisé « Ecole publique bilingue Bastos B ». L'échange verbal était vif entre le président du bureau et les représentants de deux partis politiques : l'un du parti Pours du candidat Serges Espoir Matomba et l'autre du parti Univers du candidat Cabral Libii. Les deux représentants ont exigé qu'après le comptage des enveloppes contenues dans l'urne, une vérification soit faite avec les fiches de pointage où chaque votant a signé et apposé son empreinte digitale. Logiquement, le nombre d'enveloppes dans l'urne devrait correspondre au nombre de votants pointés sur les fiches.

Pourtant, la demande des représentants du Pours et de Univers a été rejetée avec virulence par le président du bureau de vote. Sous les yeux du public, ce dernier a brandi une copie du Code électoral, en martelant que la demande formulée n'existe dans aucun article de la loi. Face à l'insistance de ses interlocuteurs, il s'est mis en colère, a menacé de les expulser du bureau et a même commencé à alerter les policiers postés dans le centre de vote de l'école publique bilingue de Bastos. Quelque peu intimidés par les autres membres de ce bureau de vote, les deux requérants ont fini par se taire et sont même sortis de la salle. Ils y sont revenus souvent, sans véritablement suivre le déroulement du dépouillement.

Tout est parti d'un incident que dénoncé par Pascal Bikim du Pours et Abdou Moktar de Univers. Selon eux, tout a commencé plus tôt dans la journée alors que le président de la République, Paul Biya, se trouvait dans le centre de vote où il a voté dans le bureau voisin. « Quand le chef de l'Etat est arrivé, le vote a été suspendu. Nous nous sommes exécutés. Tout le monde était attiré par ce

qui se passait dehors, surtout quand le chef est sorti du bureau voisin », raconte Pascal Bikim. Il poursuit : « Je me suis mis à la porte en ayant un œil dans la salle. J'ai alors vu le président de mon bureau de vote sortir des enveloppes d'un calepin et les mettre dans l'urne. Mon collègue de Univers a aussi vu la scène. Alors, nous avons sonné l'alerte. Mais dans le bureau de vote, tout le monde, même les observateurs, nous a dit de nous calmer et d'éviter tout scandale en présence du chef de l'Etat. Nous avons alerté les agents d'Elecram qui nous ont assurés qu'au terme de la journée, une comparaison serait faite entre le nombre d'enveloppes dans l'urne et les pointages sur les fiches. Ce qui nous confortés. Mais au moment du dépouillement, le président du bureau de vote s'est opposé à cette vérification. »

Le président du bureau de vote a rejeté ces accusations et a maintenu son refus catégorique. Les scrutateurs recrutés dans le public ont conduit le dépouillement sous les yeux de l'assistance. Puis, au terme du comptage, le président du bureau de vote a enfin sorti les fiches de pointage des votants. Le comptage a correspondu au nombre d'enveloppes sorties de l'urne précédemment, soit 210. Mais pour les contestataires, cette vérification a posteriori n'avait plus de valeur. Ils accusent le président du bureau d'avoir ajouté des pointages avant de présenter les fiches. Finalement, les représentants du Pours et de Univers ont refusé de signer les procès-verbaux qui consacrent la victoire de Paul Biya avec un score de 141 voix sur 210 votants. Il y avait 345 inscrits, 135 n'ont pas voté. Paul Biya est vainqueur dans tous les sept bureaux de vote de l'école publique bilingue de Bastos.

Assongmo Ncedem

Incongruités à l'école publique de Bastos

Yaoundé. Paul Biya, qui est venu voter ici, n'a pas manqué de remarquer les affiches de campagne, les banderoles et même les groupes de danse, tous destinés à le célébrer. Des électeurs ont renoncé au vote car, le site a été fermé pendant plus d'une heure.



Yaoundé le 7 octobre 2018. Une affiche de Paul Biya en face du centre de vote de l'école publique bilingue de Bastos.

À l'école publique bilingue de Bastos, il y a eu le vote de Paul Biya et il y a eu le vote des autres. Depuis 8h du matin, les différents bureaux de vote sont ouverts à tous les citoyens électeurs, sans distinction aucune. Mais vers 11h, il n'est plus possible de s'approcher à moins de 100 m à la ronde de cette école primaire. Le vote est suspendu. Le président de la République est annoncé, en compagnie de son épouse, Chantal Biya. Le président sortant vient voter ; et il n'a pu se départir de sa casquette de chef de l'Etat. Le temps est comme suspendu pour lui. Le tapis rouge est déjà déroulé à son honneur. Son cortège arrive toutes sirènes hurlantes : des motards, des voitures de la Garde présidentielle et de la Direction de la sécurité présidentielle, ainsi que des véhicules du Groupement mobile d'intervention de la police. Lui-même, le président, est dans une limousine noire en compagnie de la première dame.

Bien avant l'arrivée du couple présidentiel, un dispositif de sécurité spécial a pris le contrôle

d'un territoire intégrant le centre de vote de l'école publique bilingue de Bastos. Le rideau sécuritaire est formé de sentinelles de la Garde présidentielle, postées un peu partout, reconnaissables à leur traditionnel treillis et leurs bottes rouges. Ils sont armés jusqu'aux dents. Il y a aussi des policiers, tous grades confondus. Ils sont eux-aussi éparpillés, les uns armés de fusils, les autres munis des bâtons. Le dispositif est complété par des hommes en civil, en costume pour la plupart.

Des barrages se dressent à différents points. Les routes sont donc barrées. Halte aux piétons et aux automobilistes qui convergent vers l'école. Impossible d'aller plus loin lorsqu'on n'a pas une autorisation spéciale. Même les journalistes ne peuvent plus passer. Plusieurs personnes venant du carrefour Bastos sont bloquées au niveau de l'hôtel chinois. Dans cet attroupement qui s'est formé, il y a des électeurs qui désirent se rendre à l'école publique bilingue de Bastos. Il est 11h 30 lorsqu'un agent de la po-

lice annonce que le vote est suspendu pour le public et reprendra dans deux heures. Pas la peine de discuter. Les ordres viennent d'en haut, explique-t-il. Un homme fait savoir qu'il ne peut attendre sous le chaud soleil. Un autre fait la même observation, non sans rappeler que les boutiques, magasins et autres enseignes sont fermés en ce jour d'élections. Les deux électeurs finissent par rebrousser chemin en déclarant qu'ils ne reviendraient pas pour voter.

Le tableau est similaire sur la ruelle qui passe derrière le haut-commissariat d'Afrique du Sud, et donne sur le rond-point Bastos. Ici, plusieurs jeunes attendent, assis à même le trottoir. Alors qu'il est déjà midi, une policière, particulièrement avenante, rassure tout le monde que la route sera ouverte dans quelques minutes. Peu après, les sirènes retentissent de nouveau. Le président et son épouse ont voté. Le cortège présidentiel quitte l'école publique bilingue de Bastos, s'ébranle vers le rond-point, en direction du Palais de l'Unité.

Au passage, Paul Biya n'a

pas manqué de remarquer le dispositif de propagande installé pour lui. D'abord il y a l'affiche de campagne du président, bien en évidence sur un panneau en face du portail de l'école. Plusieurs exemplaires de cette même affiche ornent la clôture de l'établissement scolaire et les poteaux environnants. Ensuite, il y a deux banderoles bien en exergue. La première est déroulée sur une enseigne en face du centre de vote. C'est l'œuvre de l'Association des jeunes dynamiques pour l'émergence du Cameroun (Ajdec). Le message délivré est le suivant : « soutien pour une victoire éclatante et un nouveau septennat des grandes opportunités ». Il fallait y penser, sachant que le président viendrait en ces lieux. La même idée a germé dans les esprits d'autres courtisans et partisans de Paul Biya. Voici donc la deuxième banderole qui indique son commanditaire : le « grand conseiller Nana Emmanuel ». Le message surplombe l'itinéraire du président : Nana Emmanuel s'associe aux commerçants du marché Nfoundi, Bayam-sellam, fleuristes et jardiniers, pour voter Paul Biya. Enfin, le tableau est complété par le groupe de danse traditionnelle qui a su mettre l'ambiance pendant le séjour du président au centre de vote.

Dire que cette propagande s'est faite le jour du scrutin alors que la campagne électorale était terminée depuis la veille. Elecram n'a rien pu faire pour empêcher cette prolongation en faveur du candidat du parti au pouvoir. « L'affiche sur le panneau est vraiment grossière. Nous avons saisi le Rdpc pour que cet élément de campagne soit enlevé. Mais rien n'a été fait. Sans compter le tapis rouge déroulé au président devant tous les observateurs du monde entier », s'indigne un membre du conseil électoral. Il conclut : « le Rdpc n'avait pas besoin de tout cela. »

Assongmo Ncedem

Les mises en garde d'Atanga Nji

Contentieux. Pour le ministre de l'Administration territoriale, toute forme de remise en cause du verdict des urnes en dehors des voies légales ne sera pas tolérée.

Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, fait son bilan. C'était hier, 7 octobre 2018 au cours d'un point de presse tenu dans la salle des conférences de son département ministériel quelques heures après la fermeture des bureaux de vote. Face aux hommes de médias, il s'est montré serein quant à la tenue de cette échéance électorale : « J'insiste sur le fait que l'élection présidentielle s'est déroulée sans perturbations majeures dans les 360 arrondissements du Cameroun et dans les 24 988 bureaux de vote ». Pour lui, les opérations électorales se sont globalement déroulées sur l'ensemble du territoire national dans le calme, la sérénité et la transparence.

Si aucun incident majeurs n'a été constaté sur le terrain selon

lui, il a tenu à inviter les uns et les autres à respecter les lois qui encadrent le processus électoral notamment l'exclusivité qu'a le Conseil constitutionnel quant à la proclamation des résultats officiels. « Personne n'a le droit de se substituer à cette instance juridictionnelle », précise le minar d'un ton ferme. Il a également ajouté en guise de mise en garde que : « Toute forme de remise en cause du verdict des urnes en dehors des voies légales ne sera pas tolérée ».

Pour cette élection présidentielle, 4094 observateurs ont été accrédités par le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, soit 3662 observateurs nationaux et 432 observateurs internationaux.

Solière Champlain Paka



Le Mrc aux abois au lycée Joss

Douala 1er. Le parti de Maurice Kamto reproche à ElecCam la mise à l'écart de ses scrutateurs dans ce bureau de vote.



Douala le 7 octobre 2018. Des militaires votent au lycée Joss.

Les huit bureaux du centre de vote du Lycée Joss, dans l'arrondissement de Douala 1er, ont ouvert les portes dès huit heures. Les listes des électeurs sont affichées devant chaque bureau, y compris les deux bureaux où votent les militaires délocalisés des casernes. Une délocalisation que la responsable du MRC de Douala 1er, Me Michèle Ndocki, n'a constaté que le jour du vote. A son arrivée à 9h10, le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua est reçu par le délégué régional d'Élections Cameroon (ElecCam), Emmanuel Kwa Dicka. En ce moment-là, l'Institut panafricain d'assistance électorale a déjà fait le tour de 15 bureaux de vote, même si cet organisme estime qu'il est

encore tôt pour faire les des observations. Le scrutin se déroule dans une région "quadrillée", à en croire le gouverneur. Pour lui, "les populations ont été sensibilisées pour que le vote se passe dans dans la paix, parce que ça se fait entre Camerounais."

Presqu'une heure après le patron de la région, Joshua Osih, le candidat du Front Social Démocratique est reçu par le régional d'ElecCam. Il déplore la situation très tendue dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest, un "chaos" qui semble profiter au parti au pouvoir, lequel aurait mobilisé des électeurs non inscrits pour assurer sa victoire. Une situation que Joshua Osih promet de suivre de près au cours de la journée. D'autres personnalités à l'instar de Cé-

lestin Tawamba, le président du Gicam, ont exercé leur droit citoyen dans ce bureau de vote du lycée Joss.

Des scrutateurs absents

Le premier couac dénoncé sous les yeux de reporters se passe au lycée Joss. Les représentants du Mouvements pour la renaissance du Cameroun (MRC) reprochent au président de la commission locale de vote de superviser tout seul les opérations de contrôle et de vérification de l'identité des électeurs avant l'exercice de leur droit. "Nos scrutateurs ont aussi le droit de superviser le scrutin, c'est-à-dire de constater que les personnes qui votent dans les bureaux de vote, sont effectivement inscrites dans ces bu-

reaux. Systématiquement, dans le centre de vote du lycée Joss, on est en train de leur interdire de faire leur travail en les condamnant à se mettre de côté pour donner aux électeurs les bulletins des autres candidats", s'offusque Me Ndocki. Le président régional d'ElecCam s'en défend en affirmant que "c'est le président de cette commission de vote qui décide de l'organisation du travail." "On ne peut pas travailler dans une commission où chacun décide de ce qu'il fait. C'est la cacophonie, le désordre", tempête-t-il.

Au lycée bilingue de Deido et au lycée d'Akwa, les partis politiques les plus représentés dans les bureaux de vote sont le Rdp, le MRC, le SDF et l'Univers. Selon Oscar Kong, représentant du SDF au lycée d'Akwa, deux électeurs ont été illégalement interdits de vote dans ce centre parce qu'ils n'avaient pas de carte nationale d'identité, mais étaient en possession de leur carte d'électeur et avaient leur nom inscrit sur la liste. Le nommé Zoukouem, 20 ans, est une des deux victimes. Il a perdu sa CNI la semaine dernière et comptait la refaire après les élections. Ces irrégularités n'empêchent pas à Angéline Touenguene Nlend, militante du Rdp et adjointe au maire de Douala 1er, de constater que l'organisation du scrutin est satisfaisante à Douala 1er.

Théodore Tchopa

Le dépouillement très couru

Yaoundé 5e. De nombreux électeurs ont pris d'assaut les bureaux de vote dès 18 h hier pour assister à cette dernière étape de la journée.



Ils sont venus nombreux assistés au dépouillement au centre de vote « Groupe scolaire les Reflets » au quartier Ngouso à Yaoundé. Les électeurs tenaient selon eux à « s'assurer de la transparence ». Les sept bureaux de vote ont été pris d'assaut. Après le décompte des bulletins de vote restants, les urnes ont été ouvertes devant ces hommes et femmes. S'en est suivi le décompte des bulletins dans les urnes pendant une quarantaine de minutes. Silencieux, les « témoins » examinent avec soin l'ouverture de chaque bulletin. A la fin du dépouillement, les commentaires vont bon train. Entre satisfaction et déception, chacun veut toutefois s'assurer d'avoir relevé les résultats. Les plus exigeants ont assisté au remplissage des procès-verbaux.

majeurs dans l'Arrondissement de Yaoundé 5e. Ils étaient 2, 3, rarement 5 dans certains bureaux de vote. Au collège Larousse au quartier Essos, seuls deux partis à savoir le Mrc et le Rdp étaient représentés. Les scrutateurs des autres candidats avaient pourtant été annoncés. « Ils seront admis en salle peu importe l'heure à laquelle ils arriveront. Toutefois, l'heure d'arrivée sera mentionnée sur les fiches », indique le président du bureau A1 de ce centre. L'observation est la même au Groupe scolaire bilingue « les Petits Anges », trois scrutateurs sur 9 y sont présents.

Quelques péripéties

Trouver leurs noms sur les listes définitives affichées à l'entrée des bureaux de vote n'a pas été un exercice aisé pour de nombreux électeurs. Au groupe scolaire les Reflets à Ngouso, certains électeurs se sont indignés. « Pourquoi les listes ne sont-elles pas par ordre alphabétique. Je ne retrouve pas mon nom, pourtant j'ai fait le tour des différents bureaux », s'exclame un électeur. Mme Bella, après avoir parcouru les 7 bureaux de ce centre ne savait plus à quel saint se vouer. S'adressant au président d'un bureau de vote se plaint de son état et de l'absence de son nom. « Ma vue n'est plus très bonne. Je regarde seulement les photos et n'arrive pas à m'identifier », explique-t-elle. Son numéro de salle lui sera simplement désigné par ce dernier. « J'ai déjà regardé là-bas », rétorque-t-elle avant de poursuivre sa quête.

« Les Camerounais aiment la facilité. Ils ne veulent pas se donner la peine de chercher en fonction des indications sur sa carte. Si tu veux cacher une information le concernant à un Camerounais, écris-là », se désole un président de bureau. Un autre cas, celui d'un jeune homme qui n'a pas retrouvé son nom sur les listes. « Je me suis réinscrit parce qu'on m'avait fait comprendre qu'il y a eu refonte des listes. Là mon nom n'apparaît sur aucune liste. Que dois-je faire maintenant », s'écrie le jeune homme. En effet, il soutient avoir voté dans ce bureau de vote lors des dernières échéances. En possession de son ancienne carte et du récépissé de la nouvelle, son nom est resté introuvable. Aucun incident majeur n'a été signé dans l'Arrondissement de Yaoundé 5e.

Cécile Ambatinda

Faible mobilisation dans les Bureaux de votes

Mayo-Louti. Le taux de participation varie entre 50 et 55% selon les premières tendances de l'agence départementale d'ElecCam.



Le taux de participation à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 est en baisse dans le département du Mayo-Louti. Selon l'agence départementale d'ElecCam dans le Mayo-Louti, région du Nord le taux de participation se situe entre 50 et 55% avant la fermeture des bureaux de votes. Ce faible taux de participation est dû selon l'organe en charge de l'organisation des élections à la faible participation des femmes et le climat de peur qui s'est propagé au sein de la population. Une participation en baisse dans le centre urbain de Guider, Mayo-Louti et Figuil. « À Guider, les femmes ne sont pas sorties.

Cette faible mobilisation des femmes est la conséquence de ce faible taux de participation » explique le responsable d'ElecCam dans le Mayo-Louti. L'absence des représentants des candidats engagé dans cette élection a favorisé la tricherie dans certains bureaux de votes a expliqué un observateur de l'Ong un Monde d'Avenir rencontré à Guider.

A l'ouverture des bureaux de vote, les différents représentants des candidats ont tous appelés à l'apaisement et à un scrutin dans la paix et la tranquillité. « Nous sommes calme et serein. Le plus important c'est la participation. Chacun doit

jouer son rôle. C'est à dire appelez au calme et à la préservation de l'autre publique » a affirmé Hamidou Todou, le représentant du Mrc dans le Mayo-Louti. Affirmation partagé par la sénatrice Yvonne Asta, du Rdp. « Les femmes jouent un rôle déterminant dans cette élection. Une élection c'est un jeu, pas la bagarre. J'ai voté et nous attendons les résultats dans le calme » a-t-elle ajouté.

À Figuil, malgré l'absence des représentants de certains candidats dans les bureaux de votes, le dépouillement s'est déroulé dans le calme. A l'école publique annexe de Figuil, où quatre bureaux de votes sont

concentrés, le candidat du Rdp l'a emporté dans trois bureaux de votes. Maurice Kamto du Mrc, est arrivé en tête dans les bureaux de votes Ep Figuil C. dans le bureau de vote A et B, le candidat du Rdp l'emporte à la suite du dépouillement public avec 174 et 36 pour Maurice Kamto, 17 pour Osih Joshua et 6 pour le candidat Cabral Libii. Garga Haman Adjii recole 22 voix.

Dans le centre-ville de Guider, la tendance est en faveur du candidat du Rdp qui remporte la majorité des voix dans les bureaux de votes à l'issue des dépouillements publics. Dans les villages de l'arrondissement cette tendance varie selon les localités. Maurice Kamto et Paul Biya sont au coude à coude. Cabral Libii vient en tête dans un bureau installé au quartier du Lamidat de Guider. Dans les trois bureaux de votes de Bidzar, une banlieue de Guider, c'est Paul Biya qui vient en tête après dépouillement.

A Mayo-Oulo, c'est le candidat du Rdp, Paul Biya qui vient en tête dans l'ensemble des bureaux de votes après dépouillement public. Au moment où nous allons sous presse, les procès-verbaux étaient en train d'être acheminés vers l'agence départementale du Mayo-Louti à Guider.

Adolarc Lamissia



Biya et Kamto au coude à coude à Ekounou

Yaoundé IV. Tour à tour, les électeurs se sont succédés pour accomplir leurs devoirs de citoyens dans les lycées de Mimboman, d'Ekounou et à l'école primaire de Kondengui.

Déterminé à remplir ses devoirs de citoyens ce dimanche 07 octobre 2018, Jean Claude Kamgang était le tout premier votant au bureau de vote I du lycée bilingue de Mimboman. Il fait ainsi parti des 2932 inscrits dans ce centre de vote de la commune de Yaoundé IV. « J'ai dû attendre quelques minutes avant de voter mais je l'ai fait. Car, je pense que c'est un acte très important à faire pour le changement que nous souhaitons tant », a confié Jean Claude Kamgang. Il lui aura fallu attendre l'arrivée des représentants d'au moins trois partis politiques (Rdpc, Mrc, Univers) peu après 8h10 pour le faire.

Par contre, au bureau de vote A de ce même centre de vote, c'est depuis 8h que les électeurs se succédaient. Avant cet ultime geste, il fallait au préalable retrouver son nom et son numéro de vote sur des listes affichées devant chaque bureau de vote. Par moment, on pouvait observer des électeurs souvent désorienté. Au total, neuf bureaux de vote ont été ouverts au lycée bilingue de Mimboman.

Ce geste civique, Gabriel As-seng l'accomplissait pour la première fois au bureau de vote D du lycée d'Ekounou. Si un tel acte a été possible cette année, c'est surtout à cause des nouvelles offres politiques qui l'ont convaincu. « Jusqu'ici, les offres politiques ne me motivaient pas assez. Mais avec la venue de

certains candidats qui coïncident avec mes convictions, mon choix s'est porté parmi les nouveaux venus », explique Gabriel. Pour surveiller son vote, Gabriel tenait à être présent à la séance de dépouillement prévue à 18h.

Devant des représentants des partis politiques dont celui du Social démocratique front (Sdf) ; du Mrc, du Rdpc et du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs). C'était aussi une première pour Ambroise Tchassem Deffo. « Je me sens serein d'avoir accompli mon devoir de citoyen et patriotique. Je suis militant depuis 1998. Mais c'est ma première fois de voter. Cette année, il y a eu de nouveaux visages, de nouveaux programmes et c'est ce qui m'amène à voter pour le changement. Il y a eu de l'innovation dans la manière de faire la politique. Mon choix n'a pas été de cœur, il est rationnel », a affirmé Ambroise Tchassem Deffo, un électeur.

Dans ce centre de vote au lycée technique d'Ekounou, il y avait la présence des éléments de la brigade de la gendarmerie de Nkomo pour maintenir l'ordre. On y comptait 1659 inscrits. « Nous sommes représentés dans les quatre bureaux de vote mis en place par ElecCam au Lycée d'Ekounou. Jusqu'ici tout s'est passé dans le calme et la sérénité. Nous espérons que cela sera le cas même après la proclamation des résultats », a expliqué Dr Marcel Eva, le re-

présentant du bureau de vote A au lycée d'Ekounou.

Cette tranquillité pouvait aussi s'observer à l'école bilingue de Kondengui où 1680 inscrits étaient attendus. C'est à cet endroit que devait voter le personnel de la prison centrale de Kondengui. Représentant de l'administration au bureau de vote de Kondengui II-B, Tsoungui nous a rassuré que tout se passait bien. À l'intérieur de son bureau de vote, on retrouvait le président du bureau de vote et les représentants de trois partis politiques : le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), le Rassemblement démocratique du peuple Camerounais (Rdpc) et le parti Univers. Des observateurs de l'Ong « le monde avenir » étaient aussi présents dans certains bureaux de votes comme celui d'Ekounou et du collège.

Comme bémol, certains électeurs n'ont pas pu voter bien qu'ayant leur carte d'électeur. Pour cause, leurs noms n'apparaissaient dans aucune liste.

Vicky Tetga

*Dépouillement au centre de vote du lycée d'Ekounou

Bureau de vote	A	B	C	D
Nombres d'inscrits	413	419	410	410
Nombres de votes	198	188	179	231
Abstention	215	231	231	179
Classement				
Paul Biya (Rdpc)	99 votes	81 votes	81 votes	81 votes
Maurice Kamto (Mrc)	61 votes	50 votes	50 votes	50 votes
Cabral Libii (Univers)		33 votes	33 votes	33 votes
Josua Osih (Sdf)	10 votes	10 votes	10 votes	10 votes
Ndam Njoya (Udc)	3 votes	3 votes	3 votes	3 votes
Serge Espoir Matomba				3 votes

Fraudes et bourrage des urnes

Mayo Danay. Dans certains bureaux de votes le nombres de votant était supérieur aux inscrits et des présidents de bureaux de votes complices.



Hier juste après la clôture des opérations de votes dans les bureaux de Grand-domo et de Domo, un village situé à 25km du centre-ville de Yagoua, dans le département du Mayo-Danay les populations ont été stupéfait de découvrir après la publication des résultats que le candidat du Rdpc Paul Biya l'a remporté avec 207 voix contre 2 pour le candidat de l'Udc, 1 voix pour les candidats des partis Univers et Mrc. Malheureusement, le nombre de votant dans ce bureau de Grand Domo est de 152. Autre curiosité, la mention déjà voté sur le nom d'une

dame dont son fils présent va dire au président du bureau de vote qu'il s'agit de sa mère décédée il y a plus d'un an. « Ma mère ne peut pas avoir voté. Elle est morte depuis plus d'un an. C'est sa photo et son nom » a expliqué le jeune Firissou Marc. Contestation qui ne servira à rien. Le représentant du Rdpc va apposer sa signature sur le procès-verbal en l'absence des représentants d'autres partis. Idem pour les inscrits du bureau de Domo avec 143 inscrits seulement les votant tous en faveur de Paul Biya est de 157 et les autres candidats n'obtiendront rien. Selon les in-

formations recueillis auprès des votants, le village Domo est celui de l'un des adjoints au maire de la commune de Yagoua.

Approché par le Jour, le chef d'antenne ElecCam de l'arrondissement de Yagoua a dit ne pas être au courant. « Nous attendons les procès-verbaux. Toutes les irrégularités seront prises en compte. Vous savez que ce n'est pas à ElecCam de proclamer les résultats. La commission de supervision et de recensement du vote va travailler sur chaque requête et contestation » a-t-il expliqué. Dans les onze communes du départe-

ment du Mayo-danay le taux de participation se situe entre 40 et 47% selon les responsables d'ElecCam. « La participation est au-delà de la moyenne. Nous espérons qu'avec la compilation de l'ensemble des votes nous pouvons avoir un taux de participation de près de 60% » a expliqué le chef d'agence ElecCam du Mayo-Danay.

Pour le représentant du candidat Mrc dans le Mayo-Danay, « comme d'habitude la fraude a pris le dessus. Les présidents des bureaux de votes sont complices de cette forfaiture. Le résultat ne reflète pas la réalité des urnes. Nous allons contester ce résultat » a déclaré Souidi Paul. Le représentant du Mrc s'est toutefois félicité de la volonté des populations a tourné le dos au régime Biya a-t-il ajouté.

Le préfet du département du Mayo-Danay s'est félicité du calme et de la sérénité dans laquelle s'est déroulé le scrutin dans les 11 arrondissements du Mayo-Danay. Il a demandé aux acteurs du processus d'être calme et de privilégier la voie de la sagesse.

Au moment où nous mettons sous presse, près de 90% des résultats issus des bureaux de votes ont été transféré à l'agence ElecCam du Mayo-Danay.

Adolarc Lamissia

Réactions

«Nous préparons le contentieux post électoral»

Cabral Libii. Le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle décrie des tentatives d'intimidation et l'exclusion de ses scrutateurs dans la diaspora.

Je viens d'accomplir mon devoir ici à Efoulan. Je le fais un peu tôt vous savez moi je suis rentré du terrain pratiquement à 6h du matin. Je le fais un peu tôt pour interpellé tous les autres compatriotes à faire leur devoir, celui de voter. La victoire que nous recherchons se situe au travers du vote. Maintenant, mon représentant m'a dit que dans ce bureau de vote où j'ai voté il n'y a pas de souci. Mais dans beaucoup d'autres régions il y a déjà des soucis. C'est le lieu de le dire ici parce que nous comptons sur la presse également pour le dénoncer. A Buea ce matin (hier, ndr), dans un bureau de vote, notre représentant a été refoulé par le maire juste parce qu'il refusait que des gens n'ayant pas cartes votent. D'après les informations que nous avons reçues, des gens se baladent tranquillement avec des centaines de cartes. C'est quand même inadmissible après tout le travail qui a été fait. D'autres bureaux de vote même à Buea ne sont pas toujours ouverts à l'heure où je vous parle. Hier, déjà à Yagoua, deux de nos représentants ont été enlevés par des gens; on ne sait pas où ils sont. Ils ont reçu des menaces d'arrêter de travailler pour nous. Je regrette parce que nous électeurs et scrutateurs n'ont pas eu accès



au vote en Belgique, Algérie, Sénégal, etc. M. Essomba d'ElecCam n'a pas faxé la liste de nos scrutateurs. Nous avons fait ce qu'ElecCam a demandé ; les nouvelles venant de la diaspora sont mauvaises. Il y a beaucoup d'anomalies car nos représentants de la diaspora n'entre pas dans les bureaux de vote. Sur le plan national, je regrette également car il fallait se mettre ensemble pour surveiller le vote. Je ne suis dans aucun ralliement de photos. Cela fait un an que j'ai demandé les primaires de l'opposition. Lorsque les listes sont sorties, j'ai écrit aux autres candidats mais certains ont trouvé que je suis jeune. C'est un signe de mépris. Nous pouvons encore nous mettre ensemble pour que l'opposition gagne.

Propos recueillis par Jean-Philippe Nguemeta

« Il n'y a pas de bagarres »

Paul Biya, candidat Rdpc



Je crois qu'élire un président de la République est un grand devoir pour tous les citoyens. J'ai donc ce sentiment

de satisfaction de devoir accompli. Et puis, je vois que les choses vont bien. Il n'y a pas de bagarres et la campagne électorale s'est déroulée dans la sérénité. Je félicite les camerounais pour cette maîtrise d'eux-mêmes ; pour ce qu'ils ont montré. Il reste à souhaiter qu'ils gardent cette maîtrise quand on donnera aussi les résultats. Cette élection représente une étape de plus dans le service public que je suis censé donner en tant que président. Cela représente pour moi aussi une grande satisfaction si je suis élu ; de voir que le peuple camerounais continue à me faire confiance.

«Un pays démocratique»

Maurice Kamto, candidat Mrc

J'ai accompli mon devoir civique. J'en appelle tous nos compatriotes qui ne l'ont pas encore fait d'aller voter. Nous sommes rendus le 7 octobre, le jour que nous attendions pour offrir à notre pays une chance de se donner un nouvel avenir. Je lance un appel aux responsables des bureaux de vote de jouer leur rôle dans un esprit républicain pour éviter des tensions inutiles. Je crois que nous avons une occasion extraordinaire de montrer que notre pays est un pays démocratique.

Propos recueillis par S.C.P



Des supermarchés et des boutiques pris d'assaut

Veille de scrutin. A la veille des élections, des coins de la capitale politique ont été envahis par des consommateurs. Cette attitude traduit une certaine peur chez les populations.



Ce samedi soir aux environs de 21h, la circulation est perturbée au carrefour du lycée bilingue dans le cinquième arrondissement de Yaoundé. Des véhicules et des motos sont coincés dans les bouchons et des klaxons proviennent de toute part. S'il y a des embouteillages interminables, c'est parce qu'une bonne partie de la route est envahie par des hommes et des femmes alignés qui veulent rentrer dans un supermarché pour se ravitailler, quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote. Car tout le monde est conscient de ce que les boutiques et marchés seront fermés le jour du scrutin. Au carrefour du lycée bilingue ce soir, le principal aliment sollicité dans les rayons reste le pain. Il faut

s'armer d'une grande patience pour être servi. Malgré cette longue attente, les clients ne présentent aucun signe de fatigue. Parmi les personnes alignées, figure une maman de 70 ans qui affirme : « Nous sommes informés que les boutiques ne seront pas ouvertes le jour du scrutin voilà pourquoi je suis venu acheter du pain pour mes quatre petits fils. Mais étant donné qu'il y a une foule très nombreuse ce soir, nous sommes obligés d'attendre le pain qui vient des fourneaux pour que nous soyons servis ». Quelques clients un peu malins tentent d'utiliser des stratégies pour passer avant les autres, mais les vigiles du supermarché interviennent pour mettre de l'ordre. C'est la même affluence qu'on observe au supermarché

Masso Palace situé également au carrefour du lycée bilingue. Quelques clients fatigués d'attendre décident d'aller voir au supermarché Fontana au quartier Terminus Mimboman, malheureusement le constat est le même. « Nous avons pris des dispositions pour que les clients soient servis, les boulangers sont à la manœuvre, ils produisent environ 300 pains toutes les 30 minutes et tout le monde sera servi ; les gens ont attendu la dernière minutes c'est pourquoi nous avons cette affluence », affirme le responsable d'un supermarché.

Dans ces supermarchés, d'autres rayons comportant des produits d'alimentation sont également absorbés. Dans ces coins des sacs de riz, des bouteilles d'huiles, des assaisonnements de cuisine et plusieurs autres produits s'arrachent comme des bouts de pain. Au quartier Mimboman, une dame se fait accompagner de deux jeunes hommes qui transportent dans une brouette deux sacs du riz de 50 kg, un carton d'huile raffinée, des boîtes de lait et de café. Pour cette jeune dame, l'élection du 7 octobre 2018 se déroule dans un contexte sécuritaire particulier. « C'est vrai que notre pays connaît déjà des foyers d'insécurité dans deux régions. Compte tenu de cela, j'ai jugé utile qu'il fallait que je réserve une bonne quantité. J'ai décidé de me ravitailler pour pouvoir tenir pendant deux mois au cas où les résultats font l'objet des contestations. Je l'ai juste fait par mesure de prudence j'ai confiance à nos autorités politiques », déclare la dame.

Prince Nguimbous

La Bad place des titres de créances à risque

Marchés financiers. L'opération, dénommée Room2Run, regroupe environ 50 prêts provenant d'un portefeuille de prêts non souverains accordés par la Bad dans les secteurs de l'énergie, des transports, des finances et des actifs de fabrication.



La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, le 18 septembre dernier, le lancement de Room2Run : une « titrisation synthétique d'un milliard de dollars américains correspondant à un portefeuille de risque de crédit panafricain bonifié. »

La titrisation synthétique

n'implique aucun transfert légal de titre, mais uniquement la vente du risque de crédit lié à ces actifs.

« Room2Run transfère le risque de crédit mezzanine [crédit le plus risqué, NDLR] sur environ 50 prêts provenant du portefeuille de prêts non souverains [prêts accordés à des col-

lectivités, entreprises, ONG sans garantie de l'Etat, NDLR] de la Banque africaine de développement, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports, des finances et des actifs de fabrication », a expliqué l'institution financière multilatérale.

A travers l'opération, la BAD compte explorer la possibilité pour les banques multilatérales de développement de partager les risques dans leurs transactions non souveraines avec les investisseurs privés « sur le segment inexploré des marchés financiers. » Les capitaux libérés, promet l'institution, seront investis dans des projets d'énergie renouvelable en Afrique subsaharienne, et dans des « pays fragiles à faible revenu ». Room2Run est un partenariat entre la BAD, le fonds de couverture américain Mariner Investment Group, Mizuho International (société britannique spécialisée dans les services financiers), le Fonds européen pour le développement durable de la Commission européenne et Africa50, plateforme panafricaine d'investissement dans les infrastructures.

F.E

Le viol qui fait chuter la Bourse

Cristiano Ronaldo. L'action du club de la Juventus de Turin s'est effondrée de 9,2% ce vendredi suite à la diffusion d'une information dans le sillage de la campagne « me-too ». Une jeune américaine âgée de 24 ans au moment des faits affirme avoir été sodomisée de force par Cristiano Ronaldo en 2009.



L'annonce s'en est suivie d'une spirale de décisions et de contre-décisions. L'équipementier Nike qui a signé un contrat de sponsoring à vie avec le capitaine de l'équipe du Portugal s'est dit « préoccupé » par ces accusations inquiétantes ». Plus expéditif encore, EA Games, qui édite le jeu vidéo FIFA 19, a retiré le Portugais de son matériel promotionnel en ligne. Une enquête a été ouverte aux Etats-Unis.

Un accord de confidentialité violé

La publication par le quotidien allemand Spiegel, samedi 29 septembre, d'une enquête fouillée dans laquelle Kathryn Mayorga accuse le quintuple Ballon d'or de l'avoir violée en

juin 2009 à Las Vegas semble avoir emballé la planète foot et la Bourse de Milan, en chute de 1,9% vendredi. Selon le document que l'agence Reuters a pu consulter, la jeune femme affirme avoir été contrainte de signer un accord de confidentialité de 375.000 dollars (324.000 euros).

Le démenti de la star mondiale est pourtant catégorique mais pas forcément audible : « le viol est un crime abominable qui va à l'encontre de tout ce que je suis et de ce que je crois », a écrit le Portugais sur son compte Twitter, ajoutant « refuser de nourrir ce cirque médiatique monté par des gens qui cherchent à se faire de la publicité à mes dépens ».

F.E

le jour

Publiez vos annonces à partir de 5000 F cfa.

*Améliorez votre visibilité à moindre coût.

*Faites asseoir votre notoriété

*Booster vos affaires

*Réservez votre espace sur l'adresse suivante :

lejourservicecommercial@yahoo.fr

Yaoundé : 22 04 01 85 / 96 98 62 64

/ 99 74 95 85

Douala : 77 68 10 34 / 99 93 76 72

With Afriland
our child
dream

Go to the ne
or contact y
manage

8050
Call
center
24h/7

Afriland

www.afriland

1063 Place de l'Indépendance
11834 Yaoundé - Cameroun
Firstbank@afrilandfirstbank.com
@afrilandfirstbankgroup



First Bank
dren can
m big

arest branch
our portfolio
er today



nd First Bank

firstbank.com

(237) 2 22 23 30 68 / 7 22 21 53 27

(237) 2 22 21 17 85

@ATD_Cameroon

“Les épaves affectent 30% de l’exploitation portuaire”

Georges Cracite Menye. Le Directeur du Dragages et de la Logistique Maritime du Port Autonome de Douala (PAD) évoque les bienfaits de l’opération menée par son institution.



Comment en est-on arrivé là et quelles conséquences entraînent la présence de tant d’épaves ?

Ces engins, déclarés épaves selon la réglementation en vigueur, ont été abandonnés pour diverses raisons. Certains avaient atteint leur limite de fonctionnalité, d’autres se sont retrouvés là en raison de la faille déclarée de leurs propriétaires. Cette accumulation d’épaves pendant plus de trois décennies ne va pas se faire sans conséquences. La présence des épaves affecte 30% de l’exploitation portuaire, en termes de sécurité à la navigation, de capacité d’accueil et de mise en œuvre des services divers. Elles obstruent le chenal, augmentent les risques d’accident et occupent les quais susceptibles d’être exploités. Enfouies ou en surface, elles modifient la circulation naturelle des eaux, favorisant ainsi l’ensablement rapide des darses (en augmentant le volume du

dragage) et réduisent la navigabilité. En outre, ces monstres posent des problèmes environnementaux : ces navires sont entrés au port avec du carburant. Il y a donc des préoccupations sur la nature, la quantité, la qualité de ces produits et même leur contenant. Le port pourrait être victime d’un déversement suivi d’une pollution d’envergure des eaux du Wouri. Pour toutes ces raisons, l’enlèvement des épaves au Port de Douala-Bonabéri était devenu un impératif catégorique.

Que deviendront les épaves enlevées ? Il s’agit de plusieurs tonnes de ferraille...

Selon les spécialistes, la gestion des épaves doit avoir pour seul objectif l’élimination des dommages qu’elles causent : pertes financières ; risques de pollution ; dangers à la navigation. Il s’agit donc d’enlever les épaves et de les mettre en rebut dans des conditions de sécurité

garantie. C’est la principale préoccupation de la direction générale du Pad. Débarrasser les plans d’eau, les quais et darses des corps devenus étrangers. Cette première phase qui prévoit l’enlèvement urgent d’un lot de 25 épaves va permettre de libérer le quai des accès, les zones de cabotage et la darse de pêche. L’enlèvement va s’étendre par la suite aux autres quais, dont le quai commercial, la darse à bois et le quai des militaires. S’agissant des épaves flottantes, elles ont souvent été déplacées vers le large et coulées dans des fonds marins où leur présence ne perturberait pas la navigation. Les travaux prévoient non seulement la récupération des épaves, mais aussi leur dépeçage, le tri des matériaux, et la mise à disposition (récupération pour la revente de la ferraille).

F.E
avec Pad Mag

Sabc se lance dans le solaire



Le centre de distribution de la Société anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC) à Akonolinga, dans la région du Centre du pays, fonctionne désormais à l’énergie solaire depuis le 24 septembre 2018 ; ce qui confère à cette structure une autonomie totale

en matière d’énergie électrique, apprend-on officiellement.

Grâce à la construction de cette centrale solaire alimentant son centre de distribution d’Akonolinga, souligne le DG de la SABC, Emmanuel de Tailly, le leader du marché brassicole au Cameroun entend à la fois s’inscrire durablement dans les

énergies renouvelables et renforcer sa politique de protection de l’environnement.

Pour rappel, l’énergie solaire est encore le parent pauvre du mix-énergétique au Cameroun, auquel elle contribue à moins de 1%, avec la biomasse et l’éolien cumulés, selon les statistiques officielles.

LibyaOil recherche des gérants

Stations-service. L’entreprise a lancé un appel à manifestation d’intérêt à l’endroit de personnes physiques et morales ayant “une bonne assise financière”. Date limite des candidatures: 15 Novembre 2018.



La société LibyaOil Cameroon S.A. a lancé un appel à manifestation d’intérêt (AMI) pour la “prise en gérance libre des stations-service OLibya dans les villes de Yaoundé, Douala, Limbé, Bertoua et Ngaoundéré.”

L’AMI est ouvert aux personnes physiques et morales de droit camerounais disposant d’une “bonne assise financière”. Objectif pour cette société qui opère dans la distribution des produits pétroliers au Cameroun sous la marque OLibya: “renforcer son équipe de gérants” et

“mieux couvrir certains secteurs géographiques”. Les candidatures sont attendues au siège de l’entreprise à Douala ou dans ses directions régionales, au plus tard le 15 novembre 2018, d’après le document consulté par Energies Media et signé de Joseph Janvier Ibom III, responsable Ventes et Marketing à LibyaOil Cameroon. LibyaOil Cameroon S.A. est une filiale de Tamoil Africa Holdings Limited, holding détenue par la Libya Oil Holdings Ltd (LOHL).

Le chiffre

601,2

milliards FCFA

Le Trésor public camerounais note un déficit budgétaire de 601,2 milliards FCFA, à fin juin 2018.

La citation

« Je pense que le leadership aujourd’hui doit davantage faire appel à l’intelligence émotionnelle, qui est cette capacité à comprendre ses propres émotions et à composer avec celles des autres » .

Irène Fernande Ekouta, Sr manager digital content chez Yogam International

Le Pmuc offre des dons au Centre de Santé de Song Mbengue pour plus de 14 millions de Fcfa



Le village Song Mbengue dans l'arrondissement de Massok-Songloulou dans la Sanaga Maritime était en fête le 4 octobre dernier, et pour cause, l'arrivée ici de la caravane sanitaire du Pmuc qui venait renforcer et améliorer le plateau technique de ce cadre de soins. Madame Tatyana Eldin, Administrateur Directeur Général Adjoint du Pmuc était à la tête de la délégation de l'entreprise. Des youyous, chants et danses étaient au rendez-vous pour manifester la joie de recevoir le don du Pmuc qui parie sur la santé. Cette action intervient à la suite du renforcement du plateau technique des hôpitaux de références et des centres de santé du Cameroun pour plus de 70 millions de fcfa. Ce don était constitué de:

- Panneaux solaires
- Réfrigérateur
- Table d'accouchement
- 10 lits d'hospitalisation

Ajouté à cela le financement des travaux de réfection des bâtiments , tout comme le financement de la construction d'un Forage à pompe manuelle de 70 mètres de profondeur, le tout évalué à plus de 14 millions de fcfa. Le préfet de la Sanaga Maritime, Fritz DIKOSSO SEME qui présidait la cérémonie , a loué l'acte citoyen du Pmuc tout en l'exhortant à poursuivre sur cette lancée. Cérémonie très courue , riche en sons et en couleurs avec une forte mobilisation des élites, Monsieur Alain Issanda, au nom de ladite élite a salué et apprécié à sa juste valeur ce don qui gardera les populations de sa contrée en bonne santé. Pour le Pmuc l'aventure et le défi de la santé ne vont pas s'arrêter en si bon chemin.

Deux morts et des blessés dans un incendie

Douala. Le feu qui s'est déclaré autour de 22 h, jeudi 04 octobre 2018 a aussi réduit en cendre plusieurs maisons d'habitation dans un quartier à Douala.



Douala le 05 octobre 2018. Les riverains sur le lieu de l'incendie.

Au milieu des amas des débris, Moustapha Ndouke l'un des sinistrés de l'incendie, a le regard figé sur le lieu de l'explosion près de sa maison. Il n'en revient pas. Il a tout perdu dans les flammes, il ne lui reste que les vêtements qui sont sur lui. Autour de lui, les fumées qui s'élèvent encore, recouvrent ce secteur du quartier. Des odeurs de brûlée étouffent les narines à un rayon de 20 mètres. Un peu plus loin, le décor présente un site dévasté par les flammes. Les jeunes du quartier constitués en petit groupe ce vendredi 05 octobre, fouillent dans les décombres de fatras. Ils essayent de collecter les tas de ferrailles consumés.

L'incendie qui s'est déclaré aux environs de 22 h, jeudi 04

octobre 2018 au lieu-dit nouvelle route Bessengue dans l'arrondissement de Douala 2ème, a calciné une sexagénaire et a fait plusieurs blessés. Ce bilan s'est alourdi samedi dernier, car une fillette brûlée au troisième degré a rendu l'âme à l'hôpital Lanquintini. Selon des témoins, c'est autour de 21h30 qu'une forte odeur d'essence se dégageait dans ce secteur du quartier. Peu de temps après, les riverains ont été surpris par deux explosions qui sont survenues presque au même moment. La première est celle qui a eu lieu dans un égout de conduit de gaz. « Il y avait des fuites d'essence dans cette chute d'eau souterraine. Le gaz issu de ce produit pétrolier s'est accumulé et a explosé », nous rapporte un habitant près du

lieu de l'explosion. A l'espace de quelques minutes, le feu s'est propagé le long d'une rigole et a causé une seconde explosion. Les flammes issues de celle-ci, ont jaillis, puis touchées des maisons d'habitation. Le feu a dévasté plusieurs bâtisses construites en matériaux provisoires et définitives. Les murs qui restent ont été léchés par les flammes si bien que les parpaings sont sur le point de tomber. La furie des flammes a réduit en cendre les ustensiles de cuisine, manuels scolaires, appareils électronique et électroménagers.

Les sapeurs-pompiers alertés, sont descendus sur le lieu du drame pour venir à bout des flammes. Les riverains ont prêtés mains fortes aux « soldats du feu » pour limiter les dégâts. Le

chef du quartier a effectué une descente sur le terrain pour réconforter les populations sinistrées. « Je suis venu les assister et leur dire qu'on partage ce moment très difficile car lorsqu'une famille se trouve à la belle étoile, ça fait mal », a déclaré Inoussa Mefire Njoya, chef de la communauté Bamoun du Wouri. C'est la première fois qu'un tel incendie survient dans cette partie de la ville de Douala, indique Idrissou Dikoum, qui précise que sa fille est internée dans un hôpital de la place. Cet incendie survient à 48 h de la fin de la campagne électorale pour la présidentielle du 07 octobre.

Moustapha Oumarou Djidjioua (Stagiaire)

Les enseignants boycottent leur journée Bertoua. Les chevaliers de la craie ont exprimé leur mécontentement à travers la faible mobilisation, à la célébration de la fête à eux dédiée le 05 octobre dernier.

C'est dans la morosité et l'indifférence totale que les enseignants ont célébré leur journée internationale ce 5 octobre 2018 à Bertoua. Sur plus de 2000 enseignants aussi bien de la maternelle, primaire et du secondaire que compte la ville de Bertoua, moins de 150 se sont donnés la peine d'honorer le rendez-vous de la place des fêtes de Bertoua. Le boycott de cette édition par les principaux concernés est justifié pour certains par la monotonie de leurs revendications qui n'ont jamais trouvé satisfaction : « Chaque année, nous avons la même revendication à savoir l'amélioration des conditions de l'enseignant, mais rien n'est fait, les lignes ne bougent dans le sens voulu, tout au contraire les conditions de travail de l'enseignant se dégradent, il vaut mieux donc rester en retrait dans le silence » s'insurge Mbecke Assangon Gérard, un enseignant. « Nous ne voulons pas être complice de notre propre destruction. Nous avons constaté que plus nous revendiquons plus nous sommes traités comme des valets de la société. Voilà pour quoi la célébration de la journée du 05 octobre ne fédère plus les énergies des enseignants » se révolte Marguerite Anoma, une enseignante. Même les populations n'ont pas répondu présentes comme dans les années antérieures, idem pour les autorités administratives ont répondu présentes que grâce aux exigences protocolaires, car c'est avec dédain qu'elles se sont exprimées. Le gouverneur de la région de l'Est s'adressant avec passivité à la poignée d'enseignants dans une place de fête vide a juste eu le temps de souhaiter à ses derniers une bonne fête dans une allocution

qui a duré moins de cinq minutes, refusant même toute déclaration à la presse après le parade de chevaliers de la craie qui a duré moins de dix minutes avec quatre carrés (un carré des élèves apprenants de l'Enieg de Bertoua venu à la rescousse, un carré des inspecteurs pédagogiques régionaux, deux carrés des enseignants. Les réjouissances populaires n'ont pas été observées à travers la ville, les buvettes, cafés, restaurants et autres lieux d'attraction ont gardé le rythme normal de leur clientèle : « C'est une sorte de révolution, elle est silencieuse mais elle est efficace. Je crois que tout le monde a compris que les enseignants ne sont pas contents » affirme Claude Abate, un enseignant. Dans la région de l'Est les enseignants travaillent dans des conditions extrêmement difficiles : pas de matériels didactiques, salle de classe à l'air libre dans certaines localités, effectifs pléthoriques, salles de classe multigrades dans le primaire, enclavement et bien d'autres difficultés que les responsables ne sont pas ignorants : « Nous sommes conscients des difficultés que les collaborateurs rencontrent sur le terrain afin d'être en phase avec le thème de cette année, mais le gouvernement ne cesse de faire des efforts pour apporter des solutions » indique Béatrice Ntamack, délégué régional pour l'Est du ministère de l'éducation de Base. Rappelons que la 28ème édition de la journée internationale de l'enseignant a été célébrée sous le thème : « Le droit à l'éducation c'est aussi le droit à un personnel enseignant qualifié ».

Charles Mahop

Découvrez votre quotidien en illimité sur tous les supports numériques

Souscrivez à l'offre 100% numérique à 150F Cfa/j

www.lequotidienlejour.info

Le journal du jour en exclusivité et celui de demain avant tout le monde



Communiqué de presse

Nomination de Rémy RAFFI au poste de Directeur Général Adjoint à la BICEC

DOUALA • Octobre 2018



Précedemment Secrétaire Général de la BICEC, **M. Rémy RAFFI** a été nommé **Directeur Général Adjoint** à l'issue du Conseil d'administration de la banque qui s'est tenu le **19 Septembre 2018** à Paris.

Arrivé à la BICEC le 1^{er} Février 2015 comme Directeur Central des Finances, ce spécialiste aux compétences avérées dans son domaine devient Secrétaire Général le 05 Septembre 2017, poste qu'il a occupé durant 7 années au sein de filiales de NATIXIS.

Tout au long de son parcours professionnel qui l'a conduit dans différentes institutions bancaires européennes, il s'est toujours illustré au sein des Directions Financières.

M. Rémy RAFFI a désormais en charge à la BICEC non seulement les entités du Secrétariat Général, mais également la Direction Organisation, Qualité et Système d'Information, la Direction du Recouvrement Amiable et du Contentieux ainsi que le Département Affaires Juridiques.

Mme Isabelle KONDO, également Directeur Général Adjoint, conserve la responsabilité de l'ensemble du pôle Réseau.

L'ensemble du personnel de la BICEC lui souhaite une pleine réussite dans ses nouvelles fonctions.

À PROPOS DE BICEC

La Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), filiale du Groupe BPCE, est aujourd'hui un acteur de référence du paysage bancaire camerounais, avec des performances d'ensemble solides. Elle opère autour d'un réseau bancaire de 37 agences réparties dans l'ensemble des régions du Cameroun. Avec 360 000 clients et plus de 750 collaborateurs, la BICEC est présente sur tous les segments de clientèle : particuliers, professionnels, entreprises.

OBSÈQUES DE MADAME NGO LOGMO NICOLETTE ANTOINETTE ÉPOUSE NGOG-HOB

Faire - Part

La grande famille NDOG BEA à Mintaba,

La famille HOB MBOG Oscar,

La grande famille KINITH LONGE MALO'O
à Mandjap,

La famille LOGMO NNYB Antoine,

La famille NDOG NEM à Ona,

La famille NGOG-HOB Engelbert,

Ont la douleur d'annoncer le décès de leur
épouse, fille, soeur, mère et grand-mère

**Madame NGO LOGMO Nicolette Antoinette
épouse NGOG-HOB,**

survenu le 11 septembre 2018 à Paris,
des suites de maladie.



Programme

Samedi 06 octobre 2018 :

14h30 : Messe en la Paroisse Saint François de Sales 9, rue de l'École des Postes, 78 000 Versailles

Mercredi 10 octobre 2018 :

10h00 : Levée de corps à la chambre mortuaire du groupe hospitalier Pitié Salpêtrière - 22, rue Bruant, 75103 Paris

Jeudi 11 octobre 2018 :

19h00 : Arrivée du corps à l'aéroport International de Yaoundé Nsimalen

21h00 : Installation à son domicile sis à Essos, lieu-dit "Hôtel du plateau"

Messe

Veillée de prières, de recueillement et de louanges

Vendredi 12 octobre 2018 :

09h30 : Messe en la Cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé

11h00 : Départ pour le village Mintaba par Bot-Makak

20h00 : Messe

Veillée de prières, de recueillement et de louanges

Samedi 13 octobre 2018 :

10h00 : Messe

13h00 : Inhumation

L'Ag de la Fecafoot prévue pour le 10 octobre

Football. Les membres sont convoqués au centre d'excellence de la Caf a Mbankomo pour l'adoption des nouveaux statuts et du code électoral.



Yaoundé, le 9 septembre 2017. Arrivée des membres du comité de normalisation au Minsep après leur nomination la veille.

Après plusieurs reports, les membres de l'Assemblée générale de la Fédération camerounaise de football peuvent se réunir. L'Ag qui était initialement annoncée pour le 27 septembre connaît une nouvelle date rendue publique par

voie de communiqué du Comité de normalisation. Une rencontre qui s'annonce déterminante pour l'avenir du football camerounais.

C'est la date du 10 octobre prochain qui a été retenue pour l'Assemblée générale de la Fecafoot.

D'après l'ordre du jour, il sera question pour les membres convoqués de plancher sur l'adoption des nouveaux statuts, du code électoral, du régime financier et du code d'éthique de la Fecafoot. Occasion pour les membres de s'ap-

pesantir sur les questions des statuts-type des ligues décentralisées et des ligues spécialisées. La liste des 76 délégués habilités à prendre part aux assises du 10 Octobre a été déjà rendue publique.

Selon l'annonce faite par la Fecafoot, cette Assemblée générale se tiendra à partir de 9h. Depuis cinq années, la Fédération camerounaise de football est pilotée par un comité de normalisation. Pour rappel, par correspondance du 20 juin 2018 à Zurich, le Comité de normalisation de la Fecafoot avait été invité par la Fifa à attendre la fin de la session parlementaire avant de fixer la nouvelle date de ladite Assemblée générale.

Depuis lors, la loi numéro 2011/018 du 15 juillet portant organisation et promotion des activités physiques et sportives au Cameroun a été révisée pendant la session parlementaire du 06 juin 2018, et adoptée par la Chambre haute, le Sénat et la chambre basse, l'Assemblée nationale. La date du 27 septembre coïncidant avec la campagne pour l'élection présidentielle au Cameroun, c'est pourquoi l'Assemblée générale a été reportée.

Moïse Moundi

Joël Embiid a un nouveau chausseur

Basketball. La firme Adidas a fabriqué une chaussure avec le visage de la star de Philadelphia Sixers sur le drapeau vert-rouge-jaune du Cameroun.



C'est officiel depuis le début du mois d'octobre, la marque Adidas qui est le nouveau chausseur de Joel Embiid a fabriqué une chaussure personnalisée pour ce dernier. Une chaussure qui a non seulement le visage d'Embiid avec le drapeau de son pays, mais également un dessin de lui sur la languette de la chaussure.

Une forte pression pour le pivot des Sixers, qui déclarait en septembre, qu'il était en négociations avec la marque Under Armour. Embiid qui a passé quatre années de sa carrière en Nba avec Adidas, a été surpris en portant Under Armour au camp d'entraînement à la fin du mois dernier. Bien que personne ne sache encore avec qui Embiid va signer son prochain contrat, il semblerait qu'Adidas fasse de la publicité sur tous les terrains.

La chaussure Pro Bounce 18 Embiid au prix de 119,95 Euros (environ 78 000 FCfa) est maintenant disponible en stock. C'est avec ce nouveau bébé que le Camerounais va entamer la nouvelle saison sportive Nba 2018-2019, qui démarre le 16 octobre 2018. Pour ce nouveau challenge, l'intérieur des Sixers veut faire une saison de Mvp et

s'investir dans les décisions de sa franchise. Le « Process », comme il aime bien à l'appeler, a réalisé une saison 2017-2018 fantastique en finissant à la 3e place de la Conférence Est, 52 victoires.

Joël Embiid fait partie désormais de cette race d'homme différent, en ce qui concerne le marketing. L'international camerounais et sociétaire de Philadelphia Sixers est énormément suivi sur les réseaux sociaux avec plus de 1,5 millions d'adeptes sur Twitter et 2,8 millions sur Instagram. Des chiffres qui ne laissent pas indifférent les annonceurs et autres firmes commerciales, qui se bousculent pour son image.

« Je sens que je vais faire une saison Mvp l'année prochaine », pour cela, le géant a travaillé son physique durant la post-saison. Avec 22,9 points, 11 rebonds, 3,2 passes et près de 2 contres la saison dernière, Jojo a été impressionnant à voir jouer et primordial pour son équipe en 63 sorties. Pour réaliser une saison Mvp, il faudra être au top sur une saison régulière, complète ou presque parce que pour ce trophée la concurrence fait rage.

Moïse Moundi

Un atelier pour préparer la relève

Tennis de table. Le Cameroun a été représenté au Regional Week Hopes and Challenge qui s'est achevé le 27 septembre dernier à Kinshasa, par un entraîneur et un jeune de 12 ans.



Kinshasa, le 27 septembre 2018. Gregory Marcel Nkodo Mveng, recevant son prix après le stage.

Le Cameroun a été bien représenté au premier Regional Week Hopes and Challenge de tennis de table qui s'est déroulé du 20 au 27 septembre 2018 à Kinshasa en Rd Congo. Il sagissait d'abord d'un stage pour entraîneurs des jeunes joueurs de tennis de table suivi d'une compétition ré-

servée aux joueurs de 6 à 12 ans de la sous-région Afrique centrale.

Le tout sous la supervision de l'expert de la fédération internationale ITTF, Cédric Rouleau. Florentin Evock Bomba, l'entraîneur régional de l'Est, représentait le Cameroun. « L'objectif était d'aller apprendre

auprès de l'expert, M. Cédric Rouleau et évaluer le niveau dans la sous-région. Permettre à la sous-région de bénéficier de l'appui de la Fédération internationale, qui a initié ce Hopes en Afrique centrale. C'est dans le but de vulgariser et de développer le tennis de table dans la sous-région. Person-

nellement, j'ai acquis des connaissances. J'ai beaucoup appris sur la manière d'entraîner, sur la manière d'enseigner les coups techniques. Ça va me permettre de continuer ici dans mon pays à transmettre des enseignements aux jeunes. Donc, j'ai appris en expérience et en enseignements », nous a confié l'encadreur de la région de l'Est. De plus, Cédric Rouleau a remis à chaque entraîneur des « fichiers numériques qui devraient être utilisés par chaque encadreur dans nos pays respectifs pour ce qui concerne le suivi des jeunes ».

Au niveau du Challenge des jeunes venus de plusieurs pays d'Afrique centrale, Gregory Marcel Nkodo Mveng, âgé de 12 ans, jeune pongiste venu de la région de l'Adamaoua représentait le Cameroun. « Il a remporté son premier match face à un joueur expérimenté, qui a déjà fait deux stages en Chine. C'est vraiment une performance à retenir. Nous sommes arrivés certes avec un léger retard, parce que le stage avait déjà commencé/mais, cela n'a pas empêché que le jeune athlète Nkodo Mveng se démarque. On a été par la suite éliminé. Il ne s'est pas qualifié pour le second tour, parce qu'il fallait deux personnes qui se qualifient sur quatre joueurs par poule. Il s'est classé 3ème », explique Florentin Evock Bomba. Marc Kilingue de la Rd Congo a remporté le Challenge chez les jeunes.

A.C.

"Le Quotidien **Le Jour** informe ses lecteurs, annonceurs et autres partenaires que sa Direction Régionale du Littoral est située à Douala au Carrefour Idéal.

Pour toutes autres informations, contactez le service commercial du Littoral aux numéros suivants:

699-93-76-72 / 677-28-48-15

Email: lejourquotidien@yahoo.fr"

Payer facilement les frais scolaires





Orange
Money


#150*43#



Réglez la scolarité et les frais d'examens*
de vos enfants à tout moment avec Orange Money
Faites le #150*43#.

Pour obtenir le code de leur établissement,
faites le #150*432#.

 www.orange.cm  www.facebook.com/orangecameroun

 My Orange  My Credit  Orange_Cameroun

* Frais de timbre compris.

Vous rapprocher
de l'essentiel

orange™